



La fiscalité en Amérique latine : quelle est l'importance de la richesse et des inégalités ?

par Bárbara Castelletti

(D'après *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*)

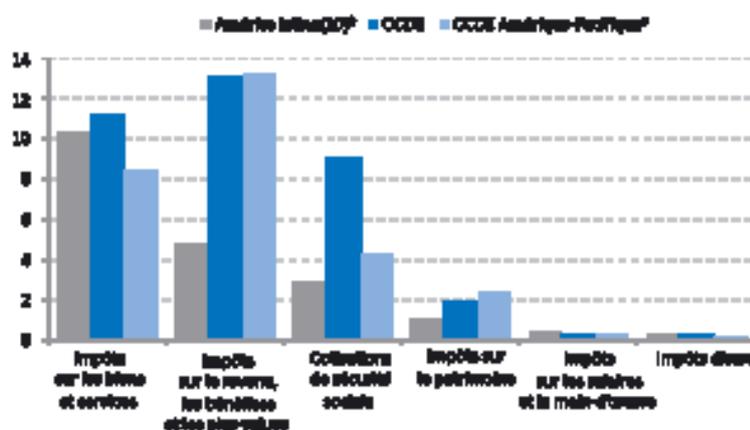
www.oecd.org/dev/publications/leo2009

- ◆ La fiscalité ne contribue guère à atténuer les inégalités de revenus croissantes en Amérique latine.
- ◆ Comparés aux pays de l'OCDE, les pays d'Amérique latine tirent peu de recettes publiques de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; des revenus moyens plus modestes et plus inégalement distribués expliquent en grande partie cette différence.

S'ils veulent relever les défis impérieux du développement, les pays d'Amérique latine ont besoin de ressources budgétaires. Heureusement, au cours de la dernière décennie, des conditions macro-économiques favorables et l'amélioration des régimes fiscaux se sont traduites par une augmentation des recettes publiques dans cette région. Les recettes fiscales ont ainsi progressé de près de 1.8 pour cent par an entre 1990 et 2006, ce qui témoigne du poids accru de la fiscalité appliquée aux revenus, aux bénéfices, aux plus-values ainsi qu'aux biens et services en général.

Si la tendance globale est positive, la moyenne pour l'Amérique latine masque des différences considérables entre les pays de la région. Selon les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009* de l'OCDE, tandis que certaines économies ont bien assaini leurs finances publiques, d'autres supportent encore un déficit budgétaire et une dette publique très lourds, et ont beaucoup de mal à améliorer le recouvrement de l'impôt. Certes, les ratios de recettes observés dans la zone OCDE ne constituent pas forcément des objectifs pertinents pour l'Amérique latine, mais une comparaison avec les pays industrialisés n'est pas inutile pour évaluer l'efficacité des différentes politiques fiscales. Les données révèlent des disparités importantes entre l'Amérique latine et la zone OCDE : le ratio fiscalité/PIB des pays industrialisés représentait 1.8 fois le niveau mesuré en Amérique latine en 2005. De plus, la composition des recettes diffère : l'Amérique latine lève relativement moins de recettes grâce aux impôts directs, mais davantage via la fiscalité indirecte.

Figure 1. Recettes fiscales en Amérique latine et dans les pays de l'OCDE
(En pourcentage du PIB, 2005)



- Dans la mesure du possible, les statistiques portent sur l'ensemble de l'administration publique, et se limitent à défaut à l'administration centrale.
- Les pays d'Amérique latine couverts sont l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Mexique, le Pérou et le Venezuela.
- L'OCDE Amérique-Pacifique comprend l'Australie, la Canada, la Corée, les États-Unis, le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Source : *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009*, OECD 2008.

Les performances du système fiscal jouent un rôle important, car l'effet redistributif constitue l'une des principales dimensions du renforcement de la légitimité fiscale en Amérique latine. Lorsque les recettes fiscales sont modestes, les dépenses publiques le sont aussi, ce qui bride l'investissement dans certains domaines essentiels pour le développement, tels que l'éducation, la santé, et le logement, notamment. De plus, la région reste celle où les inégalités de revenus sont les plus criantes. Certes, les pays européens de l'OCDE affichent souvent des niveaux d'inégalité de revenus avant impôts et transferts qui ne paraîtraient pas déplacés en Amérique latine. Cependant, après impôts et transferts, la distribution des revenus y devient beaucoup plus égalitaire : mesurées par le coefficient de Gini, les inégalités se réduisent de 19 points en Europe, contre seulement deux en Amérique latine.

Pourquoi l'impact redistributif des systèmes fiscaux latino-américains est-il si faible ? Les électeurs de la région seraient-ils moins préoccupés par les inégalités que leurs homologues européens ? Des données récentes tirées du « World Values Survey » montrent pourtant que, si l'opinion est davantage polarisée en Amérique latine, le citoyen moyen s'y intéresse tout autant aux inégalités et à l'État-providence que les ressortissants des pays de l'OCDE.

L'écart dans le recouvrement de l'impôt entre l'Amérique latine et la zone OCDE ne s'explique pas par une cause unique, mais l'étroitesse de l'assiette de l'impôt sur le revenu des

personnes physiques y contribue certainement. En 2005, en Amérique latine, les recettes issues de cet impôt étaient inférieures de 8 points de PIB à celles dégagées dans la zone OCDE. La différence dans le recouvrement de cet impôt explique à elle seule environ 50 pour cent de l'écart.

La modestie du revenu des ménages limite la marge de manœuvre pour l'impôt sur le revenu en Amérique latine : cet impôt représente 27 pour cent des recettes fiscales totales dans la zone OCDE, contre seulement 4 pour cent dans la région. Dans de nombreux pays latino-américains, la grande majorité des personnes qui travaillent, soit environ 90 pour cent au Brésil, au Chili, en Colombie et au Costa Rica, par exemple, perçoivent un revenu inférieur au seuil d'imposition. Par ailleurs, en Amérique latine, la distribution des revenus est concentrée aux deux extrémités, si bien que pour un revenu moyen donné, les tranches imposables comptent moins de personnes qui travaillent que dans la zone OCDE.

Il est néanmoins peu probable que la fraude fiscale soit à l'origine de cette disparité. Les preuves sont parcellaires, mais même si l'on supprimait l'intégralité du manque à gagner imputable à la fraude, l'impact sur les montants recouverts en valeur absolue resterait limité en raison de l'étroitesse de l'assiette. Toutefois, au-delà de leur rendement fiscal, les mesures de lutte contre la fraude, qui se conjuguent aux moyens licites d'éviter l'impôt, pourraient produire un effet social et politique sur la légitimité.